



Luxembourg, le 14 octobre 2020

Incapable de faire autrement, le gouvernement prône le statu quo !

Dans son discours sur l'état de la nation, le premier ministre Xavier Bettel a clairement démontré que la coalition n'est pas à la hauteur des enjeux de la crise économique et sociale qui se profile. La situation est exceptionnelle, or le gouvernement ne veut pas adapter son programme de coalition. Le premier ministre s'est même permis de qualifier les idées qui dévient de son programme d' « expérimentations ».

Or, en matière d'expérimentation, Xavier Bettel et son gouvernement ne sont pas en reste. D'un côté ils affirment ne pas vouloir s'attaquer au pouvoir d'achat des ménages par le biais de nouvelles mesures fiscales, de l'autre ils veulent instaurer une taxe carbone qui risque d'accroître les inégalités sans véritablement s'attaquer au problème du réchauffement climatique. De plus, le gouvernement semble ne pas être d'accord sur l'utilité de la taxe. Selon Xavier Bettel elle sert à changer le comportement de consommation, selon le ministre de l'Energie, l'écologiste Claude Turmes, elle sert surtout à renflouer les caisses de l'Etat. déi Lénk estime qu'il ne faut pas introduire de mesures fiscales si on ne sait pas à quoi elles servent !

En ce qui concerne l'environnement, le plus grand défi de l'humanité selon Bettel, le gouvernement ne dispose pas de vision et continue à miser sur des incitations fiscales qui ne bénéficient qu'à un petit nombre. déi Lénk avait présenté il y a quelques semaines un modèle socialement juste pour l'assainissement énergétique des immeubles à l'intérieur duquel l'Etat et les communes jouent un rôle déterminant. Les alternatives existent, le gouvernement refuse de les voir !

Les inégalités sociales croissantes n'ont même pas été effleurées par le premier ministre. Or, elles se font de plus en plus sentir, notamment dans le domaine du logement. Mais là aussi, les visions et les solutions font défaut. Le projet de loi sur le bail à loyer avec son dispositif pour calculer le capital investi, risque carrément de donner une base légale à l'explosion des loyers. déi Lénk ont élaboré une proposition de loi qui s'attaque justement à la hausse des prix, mais le gouvernement a préféré l'ignorer.

A côté de la crise du logement, le risque d'une crise sur le marché de l'emploi nous guette. D'après Xavier Bettel, le chômage se serait stabilisé. Le gouvernement refuse donc de voir que le confinement et le ralentissement de l'activité qui s'en est suivi puissent avoir des conséquences à long terme. déi Lénk préfère prévenir et exige toujours la mise en place d'une garantie d'emploi étatique. Les personnes au chômage pourraient travailler dans les domaines essentiels pour la transformation écologique comme l'agriculture, le recyclage ou

encore l'économie circulaire. Pour l'instant, dans les plans du gouvernement, cette transformation reste une coquille vide.

Dans le domaine de la fiscalité, le gouvernement refuse toujours d'introduire des mesures pour taxer les grandes fortunes et les revenus issus du capital afin de se doter de nouvelles recettes. Selon déi Lénk, cette crise est l'occasion idéale pour se donner les outils fiscaux de chercher les recettes là où elles abondent, c'est-à-dire chez les grandes fortunes. Il serait grand temps d'instaurer un impôt sur la fortune et, ainsi, de rendre notre système fiscal plus juste. Si Xavier Bettel veut un « État fort » comme il l'a dit, il doit aussi s'en donner les moyens.

Et cela est indispensable pour sauvegarder un bon système public de santé. Lors de son discours, le Premier ministre n'a pas esquissé de pistes permettant de mieux former le personnel de santé ou d'accroître ses effectifs. Or, pour que ce système reste performant, il est indispensable d'investir. S'y ajoute que la pandémie a révélé qu'il y a de nombreux laissés-pour-compte qui n'ont pas d'assurance maladie. Le gouvernement est au courant de ce problème mais n'agit pas. déi Lénk revendique la création d'une véritable couverture médicale universelle pour y remédier!

Si le gouvernement s'obstine à mettre en œuvre son programme de coalition, il ne pourra pas relever les grands défis que sont le logement, les inégalités sociales ou encore l'environnement et le climat. déi Lénk reste clairement sur sa faim, mais va continuer à maintenir la pression et à être force de propositions justes et concrètes.

Communiqué par déi Lénk